

Le secteur social de l'Aide et du maintien à Domicile dans le Lot doit rester non lucratif !

Les syndicats CGT des différentes associations d'Aide à Domicile du Lot, la Fédération CGT des Personnels des Organismes Sociaux, l'Union Départementale CGT du Lot, le Comité Régional Midi Pyrénées, la Coordination régionale Santé Action sociale et les responsables CGT des retraités ont unanimement pris position contre le projet du Conseil Général de création d'une SEM (Société d'Economie Mixte) pour assurer les prestations d'aide à domicile jusque là réalisées par le secteur associatif.

Compte tenu des interrogations et des risques que ce projet comporte et en l'absence d'explications satisfaisantes apportées par le Conseil Général du Lot, la CGT s'oppose à la SEM.

Ce projet que souhaite imposer le Conseil Général sans concertation, présenté par certains comme salvateur pour le secteur de l'Aide à Domicile en grandes difficultés, introduit de fait le secteur marchand, privé, lucratif, telles que les banques et des sociétés d'assurances dans le dispositif d'Aide à Domicile.

Pour la CGT, seul un grand Service Public d'Aide à Domicile peut assurer auprès des personnes âgées, handicapées, aux familles fragilisées, une prestation de qualité et une égalité de traitement face aux besoins de chacun sans que quiconque, faute de moyens, puisse se voir refuser le meilleur accompagnement qui soit.

Seul un grand Service Public d'Aide à Domicile peut assurer aux salariés des conditions de travail et d'emploi, basées sur la qualification qui ne soient pas précaires.

La SEM avec ses principes de profit ne peut pas répondre à ses exigences. En d'autres termes, la SEM ne garantit rien aux bénéficiaires et rien aux salariés qui en dépendent.

La CGT ne ferme pas les yeux, sur la situation instable et pénible des personnels, ni sur les difficultés financières que connaît le secteur de l'Aide à Domicile, dont le principal financeur est le Conseil Général. Cette réalité ne concerne d'ailleurs pas que le Lot.

Le syndicat ne nie pas non plus la nécessité de réorganiser le secteur, mais le Conseil Général ferme la porte à toute proposition ou négociation. Pourtant d'autres solutions alternatives existent pour sortir le secteur de l'Aide à Domicile de la crise qu'il connaît.

Nous vous demandons de signer la pétition jointe pour que

- **le Conseil Général du Lot ne puisse pas aboutir dans son projet considéré comme pilote et pouvant s'étendre aux autres départements,**
- **l'ensemble des associations d'Aide et de Maintien à Domicile continuent à exercer leurs missions dans le secteur non lucratif.**

